



Agir ensemble pour les droits humains

Appel d'offres

Termes de référence : création d'un centre de ressources en ligne et d'un formulaire chiffré et sécurisé de demande d'assistance

Agir ensemble pour les droits humains
26/05/2021





1. Présentation de l'association.....	2
2. Contexte	4
i. Création d'un nouveau site internet en 2020.....	4
3. Objet de la mission.....	5
i. Un centre de ressources multimédia en ligne.....	5
ii. Un formulaire en ligne de demande d'assistance, chiffré et sécurisé	6
4. Déroulé de la mission et modalités d'intervention	7
5. Contraintes	7
6. Budget.....	7
7. Production des livrables.....	7
8. Calendrier de réalisation de l'action	8
9. Modalités de remise des propositions	8
10. ANNEXE 1 : FORMULAIRE DE DEMANDE D'ASSISTANCE POUR LES DEFENSEUR · SE · S DES DROITS HUMAINS EN DANGER.	9





1. Présentation de l'association

En 1989, André Barthélémy, directeur d'une agence de voyage associative et solidaire (ARVEL Voyages), se rend au Chili où il rencontre des militants des droits humains qui dénoncent les violations des droits fondamentaux commises par le régime militaire de Pinochet.

Frappé par le manque de ressources auquel sont confrontés ces militants, il décide de rassembler un petit groupe de personnes pour mettre sur pied une association qui soutiendrait les défenseurs des droits humains à travers le monde.

Après trois ans d'existence informelle, en 1992, ils se sont constitués en association à but non lucratif. L'année suivante, ils obtiennent le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples puis en 1998 le statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations-unies.

Notre vocation = s'allier avec les acteurs de la **société civile engagés** sur leurs terrains dans la **lutte contre les violations des droits humains**. Nos actions contribuent à renforcer leurs capacités et à soutenir leur émergence.

Nous favorisons, à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Notre partenariat avec des organisations locales s'inscrit dans une relation institutionnelle basée sur l'**égalité**, la **confiance**, l'**échange**, le **respect** et la **réciprocité**. Chaque partie prenante est autonome et accepte de mutualiser ses efforts en vue de réaliser un objectif commun.

Nous avons soutenu près de 400 associations locales de défense des droits humains et 800 défenseur.e.s en danger dans plus de 40 pays. Notre rôle consiste à agir pour :

- **Protéger** : nous avons créé, en 1999, le premier Fonds d'urgence français (et l'un des premiers dans le monde) dédié à la protection des défenseur.e.s des droits humains en danger.
- **Soutenir** : nous mettons en place des partenariats avec des associations locales en apportant une aide financière et technique à leurs projets. Nous soutenons l'essor des partenaires et leur leadership en renforçant leurs capacités.
- **Dénoncer** : nous développons les mises en réseaux et les actions de plaidoyer en lien étroit avec les partenaires. Nous appartenons à plusieurs réseaux de défense des droits humains et nous nous associons à des initiatives de mobilisation inter-associatives.

Nous avons 4 axes d'action :

- Promouvoir l'état de droit, la gouvernance démocratique et la mobilisation citoyenne.
- Assurer la protection des défenseur.e.s des droits humains en danger et la lutte contre la torture ainsi que les arrestations et détentions arbitraires.
- Faire respecter les droits des minorités ethniques et sexuelles et contribuer à la lutte contre les discriminations à l'encontre de ces personnes et communautés.
- Promouvoir les droits des femmes, le leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre.

Aujourd'hui, nous sommes impliqués dans une douzaine de pays : le Burundi, le Cameroun, la Colombie, le Congo, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, la Guinée Conakry, le Liban, le Niger, la République démocratique du Congo, le Tchad et le Togo. Notre flexibilité nous permet d'intervenir là où les droits humains doivent être défendus. Nos précédentes interventions



ont eu lieu dans de nombreux autres pays notamment en Inde, en Israël, en Mauritanie, en Palestine et au Vietnam.

Nos projets sont construits et mis en œuvre avec les partenaires locaux. Toutes nos activités s'inscrivent dans une démarche inclusive et de développement durable. Nous encourageons les processus de mutualisation, de capitalisation, de partage des savoirs et d'expériences entre associations en favorisant l'intelligence collective et l'apprentissage en commun.

Notre équipe opérationnelle, composée de salarié.e.s, de volontaires en service civique, de volontaires de solidarité internationale, de bénévoles et de stagiaires, travaille au siège et se rend régulièrement sur le terrain. Notre Conseil d'Administration est constitué de douze membres. Notre Assemblée générale réunit les adhérent.e.s chaque année.

Nos ressources financières nécessaires à l'action proviennent des dons de particuliers ou de personnes morales et de subventions accordées par des bailleurs de fonds publics (Agence française de développement, Union européenne, Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, Métropole & Ville de Lyon, Resacoop etc...) ou privés (Fondation National Endowment for Democracy, Fondation de France, Fondation Un monde par tous, Sigrid Rausing Trust, Voice, etc...).

Nous collaborons avec de nombreuses autres ONG françaises et internationales de défense des droits humains. Nous participons également à plusieurs collectifs associatifs nationaux, européens et internationaux mobilisés sur des thématiques ou des pays en lien avec nos actions et celles de nos partenaires de terrain :

- Coalition Française pour la Cour Pénale Internationale (CFCPI)
- Mouvement Tournons la page (TLP)
- Plateforme Droits de l'Homme (PDH)
- Plateforme de l'Union européenne pour la relocalisation temporaire des défenseurs des droits humains (EUTRP)
- Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
- Réseau européen droits humains et démocratie (HRDN).
- Réseau européen pour l'Afrique centrale (EURAC)
- Réseau France Colombie Solidarités (RFCS)
- Réseau SOS Torture de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT)

Pour en savoir plus : agir-ensemble-droits-humains.org



2. Contexte

i. Création d'un nouveau site internet en 2020

Le 23 septembre 2020, l'association a changé de nom pour devenir Agir ensemble pour les droits humains. Ce changement de nom s'est accompagné d'un renouvellement de l'identité graphique avec une nouvelle plateforme de marques.

Pour répondre à ses besoins en communication, Agir ensemble a fait réaliser un nouveau site internet (<https://www.agir-ensemble-droits-humains.org>), constitué de :

- Une page d'accueil
- Une page 'Nos actions' avec plusieurs sous rubriques, dont une page 'Fonds d'urgence'
- Une page 'Nous connaître'
- Une page 'Nos alliés' (en cours de développement)
- Une page 'Je m'informe' : format blog permettant de publier actualités, communiqués de presse, tribunes, etc.
- Une page 'Agissons ensemble'
- Une page 'Je donne' avec intégration d'un formulaire de dons Helloasso

Cette première version du site internet nécessite d'être améliorée pour répondre aux besoins d'Agir ensemble, à savoir :

- Création d'un centre de ressources permettant de publier des contenus classés selon différents critères (modèle : le 'knowledge hub' d'APT : <https://www.apr.ch/en/knowledge-hub>)
- Création d'un formulaire de demande d'assistance chiffré et sécurisé (modèle : formulaire web de demande d'assistance de Protect Defenders : <https://www.protectdefenders.eu/fr/form-c1.html>)

Ce site internet a été réalisé sur Wordpress.





3. Objet de la mission

- ➔ Créer un centre de ressources en ligne et un formulaire en ligne de demande d'assistance chiffré et sécurisé, sur le nouveau site internet d'Agir ensemble pour les droits humains

C'est-à-dire : continuer le développement du site internet d'Agir ensemble pour les droits humains avec des nouvelles fonctionnalités :

i. Un centre de ressources multimédia en ligne

Ce centre de ressources devra permettre à Agir ensemble de publier régulièrement du contenu multimédia sur son site internet. Le centre de ressources sera organisé en plusieurs rubriques, à savoir :

- Publications
- Rapports et études
- Boîte à outils
- Vidéos
- Podcasts

Organisation du centre de ressources :

Le centre de ressources multimédias sera constitué d'une page centrale qui présente les différentes catégories / rubriques.

Cette page centrale doit également donner la possibilité aux utilisateurs·rices d'effectuer une recherche ciblée selon plusieurs critères / champs :

- Type de contenu
- Zone géographique / pays
- Projet
- Thème
- Langue
- Mot clé

Le clic sur une catégorie redirige vers une autre page, qui compile l'ensemble des documents, vidéos et podcasts intégrés dans la catégorie en question.

Accès « membre »

La plupart des rubriques du centre de ressources seront accessible à tou·te·s, sans identification nécessaire.

Toutefois, la rubrique « Boîte à outils » ne sera accessible qu'à un certain nombre de personnes, à savoir :

- Les membres de l'association (équipe + adhérents)
- Les partenaires de l'association

L'accès à cette rubrique sera donc conditionné par la création d'un compte sur le site internet, et donc d'un espace membre. **Cette fonctionnalité n'existe pas sur notre site internet actuellement.**





Expérience utilisateur·rice

Il est attendu du·de la prestataire qu'il·elle soit force de proposition pour améliorer l'expérience utilisateur sur le site internet d'Agir ensemble. L'équipe d'Agir ensemble est ouverte à toute suggestion à ce sujet.

ii. Un formulaire en ligne de demande d'assistance, chiffré et sécurisé

Agir ensemble pour les droits humains a créé un fonds d'urgence pour les défenseur·se·s des droits humains en danger. Les interventions de ce fonds d'urgence consistent en une aide financière, assistance médicale, psychologique, sociale, accompagnement juridique ou encore mise à l'abri.

Les défenseur·se·s des droits humains en danger peuvent jusqu'alors entrer en contact avec Agir ensemble pour les droits humains en écrivant à une adresse mail et en remplissant un formulaire papier, mais pour des raisons de sécurité évidente, et pour accélérer le processus d'intervention, nous avons besoin de créer un formulaire en ligne de demande d'assistance.

Ce formulaire en ligne devrait ressembler au formulaire du site suivant :

<https://www.protectdefenders.eu/fr/form-c1.html>

Il s'agira d'une page internet sécurisée et chiffrée : canal sécurisé et chiffré (SSL) et informations chiffrées en utilisant la clé PGP / GPG, ou toute autre solution permettant de sécuriser et crypter les échanges avec nos interlocuteurs.

Concernant la **mise en forme de la page**, en fonction des sections du formulaire, il faudra ajouter des cases à cocher, des champs libres, des menus d'options déroulants et la possibilité d'ajouter des pièces jointes.

Une infographie et/ou un document explicatif en tête de page expliquera le principe de fonctionnement du formulaire et les démarches associées au Fonds d'urgence. Agir ensemble fournira tous ces éléments au·à la prestataire sélectionné·e.

Cette page sera **disponible en trois langues** : français, anglais et espagnol. Agir ensemble pour les droits humains fournira les traductions en anglais et en espagnol.

Une fois le formulaire complété en ligne, la demande sera transmise par mail à l'adresse urgence@aedh.org et / ou b.vinay@aedh.org

Le formulaire en question est en **ANNEXE 1**.





4. Déroulé de la mission et modalités d'intervention

Il est possible de faire une proposition pour la réalisation des deux lots, ou bien seulement du lot 1 ou seulement du lot 2.

Lot 1 : Création d'un centre de ressources en ligne

Lot 2 : Création d'un formulaire de demande d'assistance en ligne, sécurisé et chiffré

Déroulé global

Le ou les prestataires sélectionnés seront notifiés par un appel téléphonique.

Une première réunion « *debrief* » sera organisée au lancement du projet, pour qu'Agir ensemble exprime son besoin et que le prestataire puisse obtenir les informations qui lui seront nécessaires au bon déroulement de la mission.

Des échanges réguliers auront lieu entre le prestataire et l'équipe d'Agir ensemble.

Plusieurs réunions/points d'étapes seront organisés pour discuter de l'avancée du projet.

5. Contraintes

Le travail et les réunions seront organisées à distance via un dispositif de visioconférence.

6. Budget

Les prestataires candidats à l'appel d'offre sont tenus de joindre un devis chiffré à leur proposition.

L'enveloppe globale ne pourra pas être supérieure à 10.000€ pour le lot 1 et le lot 2.

Les propositions pour le lot 1 uniquement, supérieures à 7.200€ ne seront pas retenues.

Les propositions pour le lot 2 uniquement, supérieures à 1.800€ ne seront pas retenues.

7. Production des livrables

Il est possible de faire une proposition pour la réalisation des deux lots, ou bien seulement du lot 1 ou seulement du lot 2.

LOT 1

- Création d'un centre de ressources en ligne

Ce support sera réalisé directement sur le site internet d'Agir ensemble, et devra également être envoyé sous forme de maquette au format PDF.

LOT 2



Création d'un formulaire de demande d'assistance sécurisé et chiffré en ligne.

Ce support sera réalisé directement sur le site internet d'Agir ensemble, et devra également être envoyé sous forme de maquette au format PDF.

8. Calendrier de réalisation de l'action

Les outils devront être livrés au plus tard en septembre 2021.

9. Modalités de remise des propositions

Le prestataire devra faire parvenir sa proposition (offre technique) par mail, avant le 26/06/2021 20h00 à l'adresse mail suivante : g.guichon@aedh.org

La proposition devra comprendre :

- CV du prestataire ou description de l'agence
- Proposition de méthodologie de travail
- Rétroplanning
- Devis chiffré

Si vous êtes intéressé.e.s par cet appel à proposition, et souhaitez y répondre, merci de contacter g.guichon@aedh.org pour recevoir des informations ou documents complémentaires.

Les propositions sont à adresser à : g.guichon@aedh.org

Sous la référence : AO_WEBSITE_AGIR2021

10. ANNEXE 1: FORMULAIRE DE DEMANDE D'ASSISTANCE POUR LES
DEFENSEUR·SE·S DES DROITS HUMAINS EN DANGER.**FONDS D'URGENCE POUR LES DÉFENSEUR.ES DES
DROITS HUMAINS EN DANGER : FORMULAIRE DE
DEMANDE**

Le formulaire doit être **entièrement** rempli par le/la défenseur.e des droits humains en danger ou un garant (proche, membre de la même organisation, etc.) et retourné, **accompagné d'une copie de sa pièce d'identité**, à l'adresse suivante : urgence@aedh.org.

Date de la demande :

i. **I. IDENTITE DU/DE LA DEMANDEUR.ESSE**

1. Nom :
2. Prénom :
3. Date de naissance :
4. Pays d'origine :
5. Lieu de résidence :
6. Numéro de téléphone :
7. Adresse email :
8. Profession :
9. Nombre de personnes à charge (noms, prénoms et dates de naissance) :
10. Affiliation à une ONG, un syndicat, un parti politique ou une association :
 Oui, précisez: Non

Nom	Mandat	Poste occupé	Date de début (JJ/MM/AA)	Date de fin (JJ/MM/AA)

11. Le/la demandeur.esse a-t-il/elle déjà bénéficié de l'appui du Fonds d'Urgence d'Agir ?

Oui, précisez Non

Date	
Durée	
Montant	

12. Le/la demandeur.esse a-t-il/elle formulé une demande auprès d'un autre fonds d'assistance ?

Oui, précisez Non





Date	
Durée	
Montant	
Interlocuteur	

13. Quel est le montant sollicité par le/la demandeur.esse ? (en USD ou EUR)

ii. II. IDENTITE DE LA PERSONNE À L'ORIGINE DE LA DEMANDE

À remplir uniquement si la personne à l'origine de la demande est **différente** du/de la bénéficiaire.

1. Nom :
2. Prénom :
3. Numéro de téléphone :
4. Adresse email :
5. Lien avec le/la bénéficiaire :
6. Le/la bénéficiaire est-il/elle au courant qu'une demande est déposée en son nom ?

iii. III. INFORMATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DU/DE LA DÉFENSEUR.E

Veillez exposer de façon détaillée et datée vos différents engagements en tant que défenseur.e des droits humains. Le récit doit inclure des exemples d'activités en faveur des droits humains que vous avez menées ou dans lesquelles vous êtes ou avez été impliqué. Si ces actions ont été menées dans le cadre d'une organisation, merci de préciser le mandat et les missions de cette dernière.

iv. IV. INFORMATIONS RELATIVES AUX MENACES

*Veillez exposer de façon détaillée et datée les différentes menaces que vous subissez **en lien avec votre qualité de défenseur.e des droits humains**. Merci de préciser les origines de ces menaces (autorités étatiques, groupes armés, etc.), les dates et lieux où elles se sont produites, ainsi que leur contexte.*

v.

vi. V. TYPE(S) D'ASSISTANCE DEMANDÉS

- | | | |
|--------------------------|--|------------------------------|
| Assistance médicale | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| Assistance juridique | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| Assistance psychologique | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| Relocalisation | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| Autre | <input type="checkbox"/> Oui, précisez : | <input type="checkbox"/> Non |

Si une relocalisation est demandée, veuillez préciser :

Localisation (pays - ville)	
------------------------------------	--





durée (JJ/MM – JJ/MM)	
Nombre de personnes à charge	
Qu'est-ce que le/la bénéficiaire envisage de faire au terme de la prise de la relocalisation ? Compte-t-il/elle retourner dans son pays/ville d'origine ? Envisage-t-il/elle de reprendre son travail en faveur des droits humains ?	

vii. VI. BUDGET DETAILLÉ

Veillez préciser les montants sollicités pour les différents types d'assistance demandés (en USD ou EUR).

Type d'assistance	Unité	Quantité	Prix par unité	Prix total
Relocation				
Logement	mois			0
Alimentation	mois			0
Communication	mois			0
Transport urbain/local	mois			0
Autres	mois			0
Autres demandes				
Assistance médicale				0
Assistance psychologique				0
Assistance juridique				0
Autres				0
Montant total (veuillez spécifier la devise)				0

viii.
ix. VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Veillez indiquer toute information complémentaire que vous jugez utile au traitement de votre demande.

x. VIII. RÉFÉRENCES

Indiquez les noms, prénoms et coordonnées de deux organisations, associations ou personnalités qui ont connaissance de votre situation et sont en mesure d'appuyer votre demande.

Référent n°1:

Nom, prénom	
--------------------	--





Coordonnées	
Organisation	
Poste	

Référent n°2:

Nom, prénom	
Coordonnées	
Organisation	
Poste	

xi. IX. PIÈCES JUSTIFICATIVES

Veillez indiquer ci-dessous les références des différentes pièces jointes à ce formulaire en vue d'appuyer votre demande (rapports, articles de presse, certificats médicaux, carte de défenseur, références d'organisations tierces, photos, vidéos, liens, etc.).

- 1.
- 2.
- 3.
- 4...

